

**Conseil Exécutif du 19 novembre 2018**

**RAPPORT AU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À MA P'TITE COCOTTE SAS DANS  
LE CADRE DU DISPOSITIF DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT PRIVÉ POUR LE  
DÉVELOPPEMENT DE RESTAURANTS DE TYPE GASTRONOMIQUE, TRADITIONNEL OU  
RÉPONDANT AUX NOUVELLES TENDANCES GASTRONOMIQUES ET DE ROULOTTES  
GASTRONOMIQUES**

Le développement touristique de l'Archipel a été identifié comme le principal levier d'attractivité économique. Aussi, dans le cadre de la réactualisation du schéma de développement stratégique 2010-2030 et de son plan d'actions 2015-2020, un dispositif de soutien à l'investissement privé a été adopté en séance officielle du 19 mai 2015. Il a ensuite été complété par délibérations.

Néanmoins, afin d'optimiser l'offre touristique de l'Archipel et améliorer son cadre de vie, il apparaît incontournable de dynamiser le secteur de la restauration en encourageant les porteurs de projets par des mesures incitatives.

Le Conseil Exécutif du Conseil Territorial propose d'attribuer une subvention de 42 291 € à « MA P'TITE COCOTTE SAS » au titre de l'année 2018 dans le cadre du soutien à l'investissement privé pour le développement de restaurants de type gastronomique, traditionnel ou répondant aux nouvelles tendances gastronomiques.

La dépense sera prélevée au chapitre 204 du budget territorial, nature 20421.

Tel est l'objet de la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Pour le Président et par délégation,  
Le 1<sup>er</sup> Vice-Président**

**Bernard BRIAND**

**Conseil Exécutif du 19 novembre 2018**

**DÉLIBÉRATION N°285/2018**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À MA P'TITE COCOTTE SAS DANS  
LE CADRE DU DISPOSITIF DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT PRIVÉ POUR LE  
DÉVELOPPEMENT DE RESTAURANTS DE TYPE GASTRONOMIQUE, TRADITIONNEL OU  
RÉPONDANT AUX NOUVELLES TENDANCES GASTRONOMIQUES ET DE ROULOTTES  
GASTRONOMIQUES**

**LE CONSEIL EXÉCUTIF DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la délibération n°303/2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M52 ;
- VU** la délibération n°345/2017 du 22 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif de la Collectivité pour l'exercice 2018 ;
- VU** la délibération n°09/2015 du 30 janvier 2015 approuvant le règlement d'intervention économique de la Collectivité Territoriale ;
- VU** la délibération n°149/2015 du 19 mai 2015 instaurant le dispositif de soutien à l'investissement privé pour le développement des capacités d'hébergement d'entrée de gamme au haut de gamme et des équipements haut de gamme ;
- VU** la délibération n°189/2015 du 07 juillet 2015 complétant le dispositif de soutien à l'investissement privé adopté par délibération n°149/2015 du 19 mai 2015 ;
- VU** la délibération n°306/2015 du 15 décembre 2015 instaurant le dispositif de soutien à l'investissement privé pour le développement de restaurants de type gastronomique, traditionnel ou répondant aux nouvelles tendances gastronomiques et de roulottes gastronomiques ;
- VU** l'avis favorable émis par le Comité des investissements touristiques en réunion du 7 novembre 2018 ;
- VU** la demande de « MA P'TITE COCOTTE SAS » réceptionnée le 11 octobre 2018 ;
- SUR** le rapport de son Président,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ  
A ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

**Article 1** : Le Conseil Exécutif du Conseil Territorial décide d'attribuer une subvention d'investissement de 42 291 € à « MA P'TITTE COCOTTE SAS » au titre de l'année 2018 et autorise le Président à signer la convention ci-annexée à conclure avec la société.

**Article 2** : Les crédits nécessaires au règlement de cette dépense seront prélevés sur le budget territorial – chapitre 204 – nature 20421 – fonction 93.

**Article 3** : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Adopté**

7 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention  
Membres du C.E. : 8  
Membres présents : 6  
Membres votants : 7

Transmis au représentant de l'État

Le 20/11/2018

Publié le 20/11/2018

**ACTE EXÉCUTOIRE**

**Pour le Président et par délégation,  
Le 1<sup>er</sup> Vice-Président**

**Bernard BRIAND**

**PROCÉDURES DE RECOURS**

Si vous estimez que la présente délibération est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (\*)

(\*) Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.

*Approuvée en Conseil Exécutif du XX XX 2018*

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À « MA P'TITE COCOTTE SAS »  
DANS LE CADRE DU DISPOSITIF DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT PRIVÉ POUR LE  
DÉVELOPPEMENT DE RESTAURANTS DE TYPE GASTRONOMIQUE, TRADITIONNEL OU  
RÉPONDANT AUX NOUVELLES TENDANCES GASTRONOMIQUES ET DE ROULOTTES  
GASTRONOMIQUES**

**ENTRE**

La Collectivité Territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon  
Hôtel du Territoire, 2 place Monseigneur François MAURER 97500 Saint-Pierre-et-Miquelon  
Représentée par son Président, Monsieur Stéphane LENORMAND  
Ci-après dénommée « La Collectivité »

D'une part

**ET**

MA P'TITE COCOTTE SAS  
90 route de la Cléopâtre 97500 Saint-Pierre et Miquelon  
Représenté(e) par Madame Maïté LEGASSE et Monsieur Philippe JOUBERT  
Ci-après dénommée « MA P'TITE COCOTTE SAS »

D'autre Part

**VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et l'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation de conclure une convention pour les subventions attribuées à un organisme de droit privé dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 € ;

**VU** la délibération n°XX/2018 attribuant une subvention d'investissement à « MA P'TITE COCOTTE SAS » et son rapport de présentation au Conseil Exécutif du XX XX 2018 ;

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

**Article 1 : Objet de la présente convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions spécifiques au versement d'une subvention territoriale à « MA P'TITE COCOTTE SAS », conformément à la législation en vigueur.

## **Article 2 : Objet de la subvention d'investissement**

Pour l'année 2018, la Collectivité Territoriale alloue une subvention d'investissement de 42 291 € à « MA P'TITE COCOTTE SAS ». Cette subvention participe aux dépenses liées à la création d'un café-galerie d'art avec restauration sur place.

## **Article 3 : Modalités et conditions de versement de la subvention**

La subvention d'investissement de 42 291 € interviendra en 2 versements selon le calendrier suivant :

- Le 1<sup>er</sup> versement (80 %) à la signature de la présente convention, soit 33 832€ dès réception de l'ensemble des documents bancaires de l'obtention des prêts.
- Le versement du solde soit 8 459€, à réception des travaux, sur production de pièces justificatives des dépenses liées à la réalisation de l'opération.

Si la dépense réalisée n'atteint pas le montant prévisionnel de l'opération lors du dossier de demande de subvention et ayant servi d'assiette au calcul du financement territorial, celui-ci est alors versé proportionnellement au montant des dépenses effectivement justifiées.

Le financement territorial ne pourra, en aucun cas, être réévalué, même si la dépense réalisée dépasse le montant prévisionnel de l'opération.

La dépense ne devra être engagée avant l'autorisation délivrée par la Collectivité Territoriale. La cession (vente, arrêt d'activité,...) avant la fin de l'engagement qu'aura pris le bénéficiaire lors de l'octroi de la subvention, amènera la Collectivité Territoriale à prendre toutes les dispositions utiles pour le remboursement de la subvention au prorata des années restantes.

Le délai de démarrage des travaux est fixé à 4 mois à compter du jour de la délibération du Conseil Territorial ou de son Conseil Exécutif attribuant la subvention. Toute subvention n'ayant pas fait l'objet d'une demande de paiement dans ces délais est caduque.

L'imputation budgétaire de la dépense relative à l'attribution de la subvention d'investissement est la suivante :

- Chapitre 204, nature 20421

Les versements seront effectués sur le compte bancaire ouvert au nom de « MA P'TITE COCOTTE SAS ».

Le comptable assignataire est le Directeur des Finances Publiques.

## **Article 4 : Communication**

« MA P'TITE COCOTTE SAS » s'engage à mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale sur tout support de communication avec insertion de son logo et lors de rapport avec les médias. Une maquette avec le logo devra être transmise au préalable à la Collectivité Territoriale pour VISA avant diffusion.

## **Article 5 : Obligations de l'entreprise et contrôle exercé par la Collectivité Territoriale**

L'entreprise s'engage à respecter les engagements suivants pendant 5 années :

- Assurer une continuité de services à l'année ;
- Proposer des offres de services prioritairement en adéquation avec les besoins identifiés par la Direction Tourisme de la Collectivité Territoriale et travailler en collaboration avec elle ;

- Participer activement aux actions mises en place dans le cadre de la politique de développement touristique initiée par la Collectivité Territoriale.

De manière générale, l'entreprise s'engage à communiquer, sur la demande de la Collectivité Territoriale, tous documents justifiant de l'utilisation de la subvention attribuée et de la bonne exécution de la présente convention.

Les modalités de versement et de contrôle de la subvention se feront conformément aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. Ainsi, la Collectivité se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Collectivité pourra suspendre le versement de la subvention, voire exiger le reversement de tout ou partie des acomptes déjà versés et notamment dans les cas suivants :

- s'il apparaît que le financement octroyé a été partiellement utilisé ou utilisé à des fins non conformes à l'objet de la subvention
- s'il s'avère que les obligations auxquelles doit s'astreindre l'entreprise n'ont pas été remplies.

Dans tous les cas, le reversement sera demandé par émission d'un titre de recettes selon les conditions prévues par le règlement général des interventions de la Collectivité Territoriale (délibération n°09-2015 du 30 janvier 2015).

#### **Article 6 : Prise d'effet et durée de la convention**

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties.

#### **Article 7 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **Article 8 : Recours**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Saint-Pierre, le  
En 2 exemplaires originaux

Pour la Collectivité Territoriale

Pour « MA P'TITE COCOTTE SAS »

Mme. Maïté LEGASSE

M. Philippe JOUBERT